

La prise en compte de l'autoconsommation dans la structure du TURPE HTA-BT et des tarifs réglementés de vente

REPONSES DE L'ADEeF

22/03/2018

Question 1 : Avez-vous des remarques sur les principes et critères retenus par la CRE pour la construction des tarifs de réseau ?

Réponse : Il y a lieu de rappeler le rôle de solidarité du réseau public de distribution. Cette solidarité entre voisins et territoires se traduit par un tarif identique sur tout le territoire national. Les services apportés par le réseau s'adressent à tous les utilisateurs de réseau qu'ils soient ou pas autoconsommateurs.

L'ADEeF sera attentive qu'il n'y ait pas de transfert entre les catégories d'utilisateur de réseau qui créerait des distorsions injustifiées et pourrait réduire les financements sur les réseaux de distribution. Etant donné le rôle dévolu aux Gestionnaires de réseaux dans l'appui à la gestion des mécanismes de soutien aux productions à base d'EnR, l'ADEeF souhaite qu'en cas d'augmentation de leurs missions, les coûts soient couverts.

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de soutirage payées par les autoconsommateurs individuels? Si non, quelles modifications devraient être apportées ?

Réponse : L'ADEeF rappelle la position qu'elle a portée lors des précédentes consultations :

Les coûts des services sont très majoritairement des coûts indépendants de l'énergie transitée dont l'origine principale provient de la puissance soutirée ou injectée par les utilisateurs de réseau. Indépendamment du sujet de l'autoconsommation, les gestionnaires de réseau soulignent de façon constante et depuis de nombreuses années, que le poids relatif de la part puissance dans les tarifs d'utilisation des réseaux est nettement inférieur au poids relatif de la part puissance dans les coûts. Il faut également remarquer un effet "distorsif" entre les utilisateurs de réseau injecteurs et les utilisateurs consommateurs du fait que les "injecteurs" ne payent pas les services apportés par le réseau. La question se pose donc de répartir au mieux les coûts entre les utilisateurs de réseau en fonction de leur usage des services du réseau susvisés. Étant donné leur caractère de coûts très peu dépendants de l'énergie transitée, une première étape consiste à rééquilibrer dans le tarif d'utilisation du réseau le rapport entre la part puissance du tarif et la part énergie et dans un deuxième temps intégrer dans ces tarifs un terme fixe pour rémunérer les services réseaux qui ne sont pas liés à la souscription de puissance comme par exemple l'apport de puissance de court-circuit rendu indispensable par le développement de l'électronique de puissance. Ce besoin, déjà présent indépendamment de la production locale, est renforcé par l'autoconsommation : le signal prix ainsi diffusé serait cohérent avec les coûts engendrés. Il inciterait les consommateurs à réduire les pointes de soutirage et limiterait les transferts de charges entre catégories d'utilisateurs

(résidents des HLM, propriétaires de résidences secondaires, utilisateurs de véhicules électriques, autoconsommateurs individuels et collectifs).

Question 3 : Quels devraient être selon vous les chantiers prioritaires en vue du TURPE 6, afin de maintenir la capacité du TURPE à refléter les coûts générés par l'ensemble des utilisateurs ?

Réponse : Il y a lieu de mettre en exergue le rôle de solidarité du réseau public de distribution. Cette solidarité entre voisins et territoires se traduit par un tarif identique sur tout le territoire national. Les services apportés par le réseau s'adressent à tous les utilisateurs de réseau qu'ils soient ou pas autoconsommateurs. Ils sont notamment composés :

- D'une garantie de desserte,
- D'un accès à une puissance garantie en permanence avec une fiabilité de 99,99%,
- De l'acheminement d'énergie en soutirage comme en injection, avec la possibilité de choisir son fournisseur et la possibilité de valoriser le surplus de production autoproduite ou de la partager avec ses voisins,
- De la mise à disposition de données fiables et sécurisées,
- D'un accès à une puissance de court-circuit permettant le fonctionnement des protections individuelles
- Pour les autoconsommateurs, de la compensation à chaque instant des variations de production locale,
- D'une onde électrique stabilisée en tension et en fréquence.

A la vue de ces nouveaux usages, l'un des chantiers prioritaires doit être le rééquilibrage Souscription/Soutirage et l'introduction d'un terme fixe dans la tarification, comme précisé dans les réponses aux questions 2 et 4.

Question 4 : Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de comptage et de gestion payées par les autoconsommateurs individuels? Si non, quelles modifications devraient être apportées ?

Réponse : L'ADEeF rappelle sa proposition à la précédente consultation :

En préambule il est nécessaire de préciser que le réseau a un rôle assurantiel vis-à-vis de l'ensemble des autoconsommateurs, il fournit des services de qualité de l'onde, ainsi que de garantie d'approvisionnement en compensant en permanence les variations de production locale et leur non production, et de puissance de court-circuit. Autant de services que chaque utilisateur de réseau (y compris les autoconsommateurs) doit financer.

L'ADEeF propose la création d'une composante "autoconsommation" pour les autoconsommateurs dépendant de la puissance installée de la production et de la puissance souscrite du point de livraison. Cette composante serait facturée à tous les autoconsommateurs individuels et collectifs pour maintenir l'égalité de traitement des 2 catégories.

Se pose ensuite la question du producteur dans le cadre de l'autoconsommation collective.

Étant donné les travaux spécifiques menés pour la répartition de la production sur les divers consommateurs, un coût spécifique forfaitaire pourrait être facturé au producteur qui est utilisateur du réseau et pas à la personne morale qui elle ne l'est pas. Ce coût forfaitaire porterait sur les coûts de calculs des répartitions des énergies d'une part et sur l'utilisation du réseau BT

local d'autre part. Ce forfait pourrait être fonction de sa puissance et du nombre de consommateurs participant à l'autoconsommation.

Question 5 : Etes-vous favorable aux composantes de soutirage proposées par la CRE pour les consommateurs situés en aval d'un même poste HTA/BT et participant à des opérations d'autoconsommation collective ?

Réponse : L'ADEeF trouve que les composantes de soutirage proposées par la CRE sont compliquées, peu lisibles et d'une mise en œuvre non industrielle alors que ces usages sont appelés à se développer. L'ADEeF rappelle sa précédente proposition qui consistait à différencier le traitement des consommations des autoconsommateurs collectifs entre celles issues du producteur participant à cette autoconsommation collective et celles issues du fournisseur de chaque PDL. Les coûts de réseau local non supportés par la part énergie seraient compensés par une composante autoconsommation dépendant de la puissance installée du producteur et de la puissance souscrite du PDL.

Une note détaillée est jointe pour le descriptif de la proposition de l'ADEeF.

Question 6 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une composante de gestion exclusivement applicable aux participants à une opération d'autoconsommation collective, majorée de 50% par rapport à la composante de gestion d'un utilisateur ne participant pas à cette opération ?

Réponse : cf question 4

L'ADEeF propose la création d'une composante "autoconsommation" pour les autoconsommateurs dépendant de la puissance installée de la production et de la puissance souscrite du point de livraison. Cette composante serait facturée à tous les autoconsommateurs individuels et collectifs pour maintenir l'égalité de traitement des deux catégories.

Question 7 : Etes-vous favorable aux modalités de prise en compte de l'autoconsommation individuelle et collective dans les TRV envisagées par la CRE ?

Réponse : L'ADEeF en tant qu'Association de Gestionnaires de Réseaux de Distribution, opérateurs neutres facilitateurs de marché, n'a pas de légitimité pour porter des avis à cet appel à contribution.

Toutefois, l'ADEeF sera attentive qu'il n'y ait pas de transfert entre les catégories d'utilisateur de réseau qui viendrait à réduire les financements sur les réseaux de distribution.

Enfin, étant donné le rôle dévolu aux Gestionnaires de réseaux dans l'appui à la gestion des mécanismes de soutien aux productions à base d'EnR, l'ADEeF souhaite qu'en cas d'augmentation de leurs missions, les coûts soient couverts.
